

Quand le PS va à Canossa

Édito de la République des Pyrénées

Cette fois, Olivier Faure s'est vraiment mis en boule. "Si vous pensez que le PS est mort, qu'il n'y a plus rien à faire, alors partez ! Rejoignez La République en marche", a lancé le patron du PS mardi soir en bureau national aux cadres du parti. C'est qu'il n'est pas facile d'être premier secrétaire d'un PS réduit comme une tête de Jivaro, et encore plus après le score microscopique d'Anne Hidalgo, moins de deux pour cent ! Pire que Benoit Hamon qui avait plafonné à 6,36 % cinq ans plus tôt, mais passait néanmoins le seuil fatidique des 5%, nécessaires pour être remboursé des frais de campagne.

Olivier Faure, qui avait vu se profiler la catastrophe « Hidalgo 2022 », aurait préféré que la dame de Paris se retire à temps et il essaie maintenant de ramasser les morceaux de ce qu'il reste du PS. Pour cela, il a finalement accepté d'entrer en négociations pour les législatives avec la France Insoumise qui, dans un premier temps, l'avait snobé, prétextant des déclarations agressives de Carole Delga, la présidente de la région Occitanie, mettant en cause Jean-Luc Mélenchon. Finalement sous la pression du PCF, les Insoumis ont remis le PS dans la boucle. Mais à leurs conditions.

Et voilà qu'un courant minoritaire au PS reprochait au Premier secrétaire du PS d'être allé à Canossa : "ce n'est pas une négociation ou un accord qui est proposé, c'est une reddition", affirmait la cheffe de ce courant, Hélène Geoffroy, en demandant que la stratégie d'Olivier Faure soit soumise "au vote des adhérents". La discussion a été suffisamment houleuse pour que le premier secrétaire fédéral des Yvelines, Boris Venon, annonce sa démission en dénonçant, " cette stratégie de tentative d'accord avec la gauche radicale qui va à l'encontre de mes valeurs et de ce que je porte politiquement depuis des années".

Dans la foulée, Laurent Azoulai, ancien directeur financier du parti, a lui aussi démissionné du PS, après 48 années de bons et loyaux services en faisant un constat amer : "les dirigeants de ce parti ne sont plus des concurrents mais des adversaires, voire pire !". Les premières nouvelles de ces négociations LFI/PS confirment « la pénitence de Canossa » puisque le négociateur des Insoumis a estimé qu'il n'y avait « pas de point de discussion qui paraissait insurmontable », sous réserve d'une rupture avec la politique du PS de François Hollande.

Et comme si ça ne suffisait pas, LFI attend maintenant de la part du PS une déclaration publique ! Ce n'est pas tout : d'après Le Canard Enchaîné, Mélenchon voudrait taper le PS au portefeuille, en ne lui accordant que 35 circonscriptions dans lesquelles le PS sera seul à représenter la gauche, alors qu'il en faut 50 au minimum pour recevoir le financement de l'État ! En fait, c'est la peau de son ancien parti, et pas seulement qu'il fasse pénitence, que le chef des Insoumis veut avoir, dans cette « querelle des investitures ».

Jean-Marcel Bouguereau